

## **L'ÉVÊQUE DE BLOIS**

2, rue Porte Clos-Haut  
41000 Blois

Blois, le 14 décembre 2018.

**Aux Curés du diocèse de Blois  
Aux services diocésains,  
à l'Enseignement catholique  
Aux mouvements et associations de  
fidèles  
À l'ensemble des catholiques du diocèse**

Chers frères et sœurs,

En prenant connaissance de l'*Appel aux catholiques de France et à nos concitoyens* rédigé par le Conseil permanent de la CEF et joint à cet envoi, plusieurs objections se sont peut-être présentées à votre esprit : pourquoi, alors que les vacances scolaires approchent et que la préparation de Noël demande beaucoup de temps et d'énergie (spécialement dans les paroisses), lancer un appel à se mobiliser pour prendre part à un débat national qui va peut-être tourner court ? Et pourquoi le faire alors que le gouvernement vient d'engager lui-même son « grand débat national » et a invité les mairies à ouvrir leurs portes aux citoyens pour ce débat ?

Ces objections sont évoquées dans le document auquel j'ai participé en tant que membre du Conseil permanent de la Conférence des évêques de France : d'une part, nous savons que l'approche de Noël ne mettra pas un terme au malaise dont témoigne le phénomène des « gilets jaunes » ; d'autre part, nous savons aussi que l'initiative d'ouverture des mairies est loin de faire l'unanimité, certains y voyant un calcul de la part de nos dirigeants.

Dans le climat de violence et de suspicion où nous sommes, l'Église ne peut rester passive. Comme le dit le Concile Vatican II dans un de ses textes les plus marquants, « *les joies et les espoirs, les tristesses et les angoisses des hommes de ce temps, des pauvres surtout et de tous ceux qui souffrent, sont aussi les joies et les espoirs, les tristesses et les angoisses des disciples du Christ, et il n'est rien de vraiment humain qui ne trouve écho dans leur cœur* »<sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> Constitution *Gaudium et Spes* sur l'Église dans le monde de ce temps.


Il a donc semblé au Conseil permanent des évêques que c'était le moment ou jamais pour notre Église de mettre ses moyens, et en particulier son réseau paroissial, à la disposition de tous.

Cela peut se faire de manière extrêmement simple :

- D'abord, bien sûr, en distribuant largement notre texte, en particulier aux messes dominicales dès le 16 et le 23 décembre ainsi qu'aux rencontres des mouvements et associations de fidèles ;
- En le mentionnant aux annonces paroissiales pour inviter vigoureusement à s'engager dans cette réflexion et à y convier bien d'autres personnes, qu'elles soient proches ou non de l'Église ;
- En mettant des salles à la disposition des groupes qui se formeront ;
- En faisant de même dans les établissements scolaires pour la communauté éducative, pour les élèves des grandes classes qui souhaiteraient se joindre au débat, et même (dans le respect de la réglementation) pour des personnes extérieures ;
- En ouvrant éventuellement la possibilité de faire usage de moyens de reprographie pour diffuser le fruit des échanges et les préconisations auprès des élus et du public.

Le moment que nous vivons est grave, décisif peut-être pour notre pays, mais il peut être aussi l'occasion d'un engagement citoyen dont les catholiques n'ont pas le droit d'être absents. Le débat amorcé peut se poursuivre pendant des semaines, voire des mois, mais il ne faut pas différer d'y entrer.

Merci de la bienveillance avec laquelle vous recevrez et traduirez dans le concret cette invitation. Que l'Esprit Saint nous rende dociles au Prince de la Paix pour que nous aidions tous nos concitoyens à vivre un Noël de fraternité et à repartir dans la confiance et le souci du bien commun.



† Jean-Pierre Batut

P.S. Rappel du questionnaire proposé par le gouvernement (qui peut être complémentaire du nôtre) :

- 1/ Comment mieux accompagner les Français dans leur vie quotidienne pour se déplacer, se chauffer, isoler leur logement ?
- 2/ Comment faire évoluer le lien entre impôts, dépenses et services publics pour mieux répondre aux besoins des Français ?
- 3/ Comment faire évoluer l'organisation de l'État et des autres collectivités publiques pour les rendre plus proches des Français et plus efficaces ?
- 4/ Que signifie être citoyen aujourd'hui ? Comment faire évoluer la pratique de la démocratie et de la citoyenneté ?
- 5/ Quelles sont les attentes et les inquiétudes des Français relatives à l'immigration, dans un contexte de mondialisation et de laïcité parfois bousculée ?